



Priorité à la protection, la dignité et l'accès

Expériences des bénéficiaires d'assistance monétaire en République Centrafricaine

Baromètre Cash - Mars 2022

Résumé

- **Les bénéficiaires déclarent que les espèces et les coupons les aident à subvenir à leurs besoins.** Les personnes interrogées ont le sentiment que cette aide leur a été bénéfique et qu'elle leur a été apportée au moment opportun. Elle a ainsi permis à beaucoup d'entre elles, entre autre, de se nourrir régulièrement et de scolariser leurs enfants.
- **Les bénéficiaires d'assistance monétaire apprécient d'avoir le choix** des produits qu'ils souhaitent acheter. Les bénéficiaires d'assistance en espèces soulignent qu'avoir la possibilité d'utiliser cet argent pour investir dans des activités génératrices de revenus leur a donné un sentiment d'autonomie.
- **La plupart des bénéficiaires se sentent en sécurité lorsqu'ils reçoivent l'aide, mais pas à d'autres étapes du processus notamment lors du ciblage ou les périodes qui suivent les distributions.** Les bénéficiaires expriment qu'ils se sentiraient plus en sécurité si le processus de sélection était plus discret, des mesures étaient prises pour éviter les attroupements et que des périmètres de sécurité limitaient l'accès aux sites de distribution. Ils doivent parfois attendre pendant de longs moments au milieu de la foule et dans des conditions climatiques difficiles. Pour pallier ce problème, ils suggèrent d'organiser les distributions par groupe et de les étaler sur plusieurs jours, de mettre à disposition du personnel, ou de solliciter l'aide des chefs de communauté pour surveiller les distributions et de les informer tout au long du processus.
- **Les bénéficiaires d'assistance monétaire ont le sentiment que les méthodes de sélection utilisées par les organisations humanitaires ne sont pas équitables.** Cette perception est probablement alimentée par des approches non-inclusives et un manque de clarté quant aux critères de sélection. Ces facteurs risquent d'influer sur les relations entre les bénéficiaires et les autres membres de la communauté. Certains se sont montrés préoccupés par l'implication des chefs de communauté dans le processus de sélection, accusant ces derniers de corruption.
- **Les personnes interrogées s'inquiètent des retards et de l'irrégularité des distributions,** car cela affecte leur capacité à planifier leur avenir.
- **Les bénéficiaires d'espèces et de coupons souhaitent que la redevabilité de l'ensemble des acteurs soit renforcée (chefs de communauté, commerçants, organisations humanitaires).** Ils ont besoin de communiquer plus directement avec eux, et de pouvoir déposer un avis ou une plainte plus facilement. Certains partagent aussi leurs inquiétudes quant au fait que les acteurs humanitaires s'adressent principalement aux chefs de communauté, malgré le manque de confiance des bénéficiaires envers ces derniers. Il est important de souligner que certains n'ont pas obtenu de réponses satisfaisantes à leurs plaintes. D'autres se sont plaints des commerçants qui augmentent le prix des denrées échangées contre les coupons.

Au cours des deux dernières années, les organisations humanitaires ont développé l'assistance monétaire (espèces et coupons) en République Centrafricaine (RCA), portant ainsi à 1,6 million le nombre de bénéficiaires entre janvier et décembre 2021, contre 848 000 en 2020.¹

Afin d'intensifier les efforts pour adapter ces programmes en prenant en compte les avis formulés par les bénéficiaires, [Ground Truth Solutions](#) (GTS) a mené 24 entretiens qualitatifs et mené une enquête auprès de 922 bénéficiaires d'assistance monétaire.

L'objectif était de recueillir leurs expériences et de comprendre leurs ressentis par rapport à la réponse humanitaire. Ce rapport met également en lumière les risques de protection présents à chaque étape de l'assistance monétaire. Ces derniers feront l'objet de discussions avec les acteurs humanitaires afin d'améliorer les mesures de réduction de risques déjà existantes.

¹ OCHA. 28 janvier 2022. "[République Centrafricaine : Tableau de bord](#)".

Table de matières

Résumé	1
Cadre de l'étude	3
Résultats	4
1. Ciblage et sélection	5
2. Distribution	7
3. Utilisation	9
4. Impact	10
5. Retours d'information et communication	11
Prochaines étapes	13
Méthodologie	14
Étude quantitative	14
Étude qualitative	16

Le Baromètre Cash est un mécanisme indépendant de redevabilité qui combine des enquêtes standardisées en face à face avec des approches qualitatives pour permettre aux bénéficiaires de transferts monétaires de fournir un retour d'information et de participer à la prise de décision.

Pour des analyses supplémentaires et de plus d'informations sur notre travail en République centrafricaine, veuillez contacter Eva Soltész (eva@groundtruthsolutions.org).

Soutenu par :



Cadre de l'étude

Des données de plus en plus nombreuses soulignent la pertinence du choix de l'assistance monétaire plutôt que de l'aide en nature. L'assistance monétaire est depuis longtemps reconnue comme étant une manière plus efficace de répondre aux besoins des populations.² Elle pourrait contribuer à soutenir les marchés locaux, à étoffer les budgets humanitaires limités,³ tout en permettant aux bénéficiaires de choisir comment gérer leurs priorités. Cet avantage apparaît clairement lorsque nous comparons les réponses des personnes ayant reçu une assistance monétaire ces six derniers mois avec celles des autres répondants.

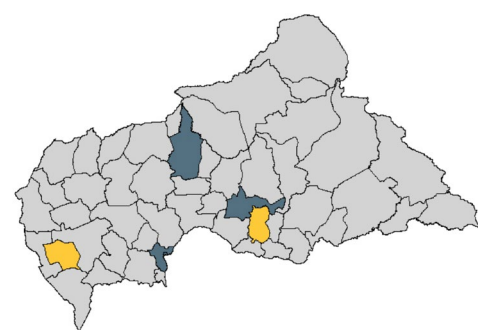
D'après la documentation existante, l'assistance monétaire nécessite une plus grande compréhension des risques de protection⁴ auxquels font face les bénéficiaires.⁵ Cela a été confirmé par les acteurs humanitaires qui ont examiné les précédents avis recueillis par GTS en RCA. Nous avons conclu qu'une étude des risques de protection encourus par les bénéficiaires d'assistance monétaire pourrait fournir de précieux renseignements permettant d'optimiser la réponse apportée. C'est pour cette raison que le présent rapport utilise comme cadre les quatre principes exposés dans les lignes directrices du Global Protection Cluster (GPC).

Afin d'intégrer la protection dans les réponses humanitaires, le GPC formule les propositions suivantes⁶ :

1. Privilégier la sécurité et la dignité et éviter de nuire : éviter et atténuer le plus possible tout effet négatif de l'intervention susceptible d'accroître la vulnérabilité des personnes aux risques tant physiques que psychologiques.
2. Organiser l'accès significatif des personnes à l'assistance et aux services.
3. Instaurer des mécanismes de redevabilité appropriés.
4. Soutenir la participation et l'autonomisation des populations affectées.

Des questions inspirées de ces principes ont été abordées lors d'entretiens avec 24 bénéficiaires d'assistance monétaire à Bambari, Bangui et Kaga Bandoro en octobre 2021. Nous avons cherché à comprendre l'expérience globale des bénéficiaires, y compris les conséquences involontaires et les risques de protection relatifs à cette aide.

Nous avons également mené une enquête auprès de 2 612 bénéficiaires d'aide entre mars et août 2021. 922 bénéficiaires d'assistance monétaire résidant dans les cinq sous-préfectures de Bangui, Bambari, Berbérati, Kaga Bandoro et Alindao y ont répondu. Leurs réponses ont mis en évidence des tendances d'opinions sur différents aspects de la réponse humanitaire. En comparant ces réponses à celles de bénéficiaires d'autres formes d'aide, nous avons constaté des différences significatives.



- Sous-préfectures couvertes par l'étude quantitative et qualitative.
- Sous-préfectures couvertes par l'étude quantitative seulement.

² Cash Learning Partnership (CaLP). 2018. ["The State of the World's Cash Report"](#).

³ Overseas Development Institute. 2015. ["Doing cash differently: How cash transfers can transform humanitarian aid"](#).

⁴ En 2016, Le Comité Permanent Inter-institutions (IASC) définit la Protection de la manière suivante : « toutes les activités visant à assurer que les personnes bénéficient du respect intégral de leurs droits. » L'IASC précise ensuite cette définition : « De manière fondamentale, la protection recouvre l'ensemble des initiatives menées par les acteurs humanitaires dans tous les secteurs pour faire en sorte que les droits des personnes touchées et les devoirs incombant aux détenteurs de devoirs en vertu du droit international soient bien compris, respectés, protégés et mis en œuvre sans discrimination. »

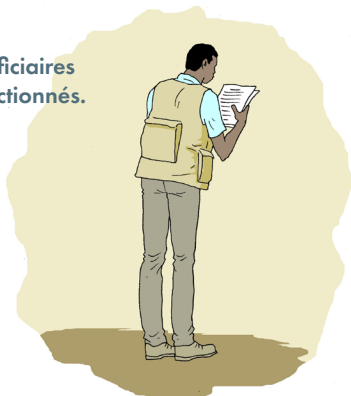
⁵ Voir Berg, M. et Seferis, L. 2015. "Protection Outcomes in Cash Based Interventions: A Literature Review"; Frecero, J. et al. 2019. "Safer Cash in Conflict"; Vogel, B. et al. 2021. "The Social Meaning of Money".

⁶ Global Protection Cluster. 2017. [Boîte à Outils sur la Protection Transversale](#).

Résultats

Dans ce rapport, nous examinons les améliorations de l'assistance monétaire en République Centrafricaine et leurs conséquences potentielles sur la protection et le bien-être des bénéficiaires. D'après les données quantitatives et qualitatives dont nous disposons, les expériences des personnes se rapportent à cinq phases de l'aide dont ils bénéficient : le ciblage et la sélection, la distribution, l'utilisation, l'impact, les retours d'information et la communication.⁷

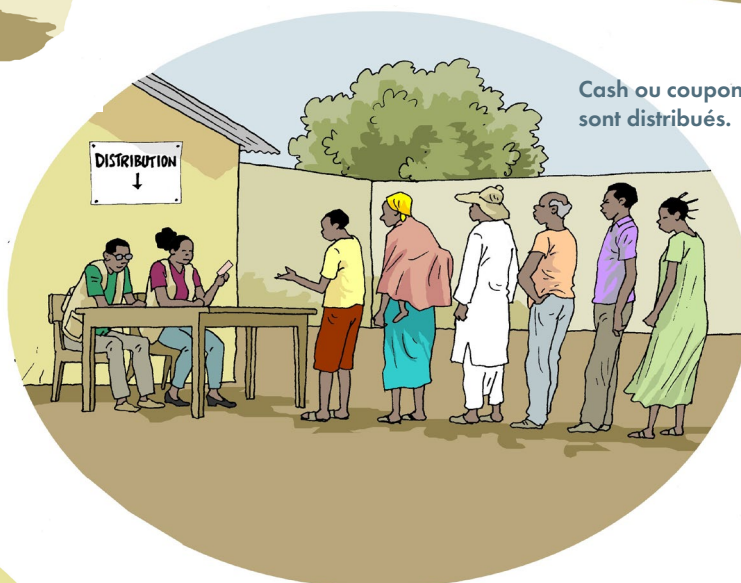
Les bénéficiaires sont sélectionnés.



Les bénéficiaires sont informés de leur sélection.



Cash ou coupons sont distribués.



Cash ou coupons sont dépensés ou échangés.



Bénéficiaires utilisent l'assistance pour couvrir leurs besoins.



Illustrations basées sur des entretiens menés par GTS. Didier Kassai, 2021

⁷ Nous sommes conscients que les phases d'aide ne sont pas toujours linéaires, ni clairement délimitées. Nous utilisons ces cinq phases pour faciliter la comparaison entre différents programmes d'assistance monétaire. Pour les bénéficiaires d'espèces, la distribution fait référence à la phase d'obtention de l'argent, par exemple par des fournisseurs d'argent mobile. Pour les bénéficiaires de coupons, la distribution recouvre la réception physique des coupons, tandis que l'utilisation fait référence à l'emploi de ces coupons chez un commerçant.

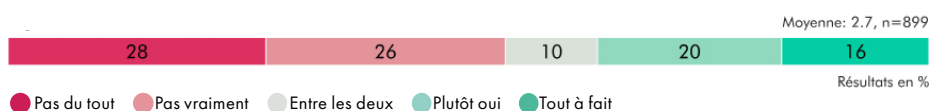
1. Ciblage et sélection

Les bénéficiaires ne comprennent pas le processus de ciblage : il ne leur inspire pas confiance

Les expériences vécues par les personnes interrogées lors de leur sélection pour recevoir une assistance monétaire sont variables.⁸ Certaines personnes décrivent un recensement de porte à porte de tous les membres de la communauté ou ont été sélectionnées à partir d'une base de données existante. D'autres font partie d'une population cible prédéfinie, c'est le cas des personnes âgées ou des parents d'enfants en situation de handicap.

Une fois sélectionnées, les personnes interrogées se sont senties soulagées et optimistes. Malgré tout, elles ne pensent pas que l'aide profite à ceux qui en ont le plus besoin. Ce sentiment a trouvé écho dans notre enquête quantitative. Seuls 36% des bénéficiaires d'assistance monétaire ont le sentiment que l'aide est distribuée de manière équitable.⁹

Pensez-vous que l'assistance fournie par les acteurs humanitaires touche les personnes qui en ont le plus besoin ?



Nos entretiens qualitatifs ont démontré que la vulnérabilité est perçue de manière différente par les populations affectées et les organisations humanitaires. Même les bénéficiaires ont fait part de préoccupations liées à l'identification des personnes « les plus vulnérables ». Lorsqu'on a demandé à un bénéficiaire ce qui ne fonctionnait pas bien dans un programme donné, il a répondu : « L'imprécision de la sélection, qui privilégie parfois les plus résilients aux dépens des plus vulnérables. »¹⁰



Illustration basée sur des entretiens menés par GTS. Didier Kassai, 2021

Le processus de ciblage est souvent mal compris. Seuls 25 % des bénéficiaires d'assistance monétaire comprennent pourquoi certaines personnes reçoivent de l'aide et d'autres non. Il existe un lien¹¹ entre la compréhension du ciblage et le sentiment que l'aide profite aux personnes qui en ont le plus besoin. Autrement dit, les personnes qui comprennent comment fonctionne le ciblage de l'aide ont tendance à le trouver plus équitable.

Savez-vous comment les organisations humanitaires décident qui reçoit l'assistance et qui n'en reçoit pas ?



⁸ Nous utilisons le terme « personne interrogée » pour désigner les participants à nos entretiens qualitatifs, et le terme « répondant » pour désigner les participants à nos enquêtes quantitatives.

⁹ Seuls 20 % des bénéficiaires non-cash ont ce sentiment.

¹⁰ Il est important de noter l'absence de suivi concernant des exemples spécifiques de personnes vulnérables non sélectionnées, à propos desquels nous n'avons pas pu nous renseigner. Comme notre échantillon prend en compte uniquement les opinions des personnes sélectionnées pour recevoir l'aide, il est difficile de tirer des conclusions sur les difficultés d'accès lors du processus de sélection.

¹¹ Coefficient de corrélation : 0,22



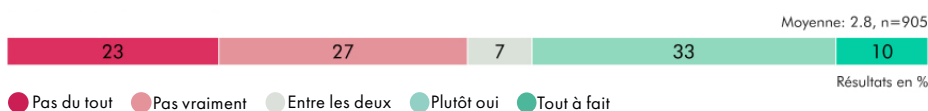
C'était une bonne nouvelle, car devant la précarité de vie en cette période, les montants que l'ont recevait nous faisaient le même effet que des millions.

- Homme, PDI, Kaga Bandoro

Selon les bénéficiaires interrogés, il y a peu de confiance des bénéficiaires envers les chefs de communauté.¹² Tant que les critères de ciblage sont méconnus, il y a des sentiments d'injustice lorsque les chefs de communauté sont impliqués dans la sélection. Ces sentiments sont associés à des suspicions de népotisme et de corruption. Des personnes affirment que les chefs de communauté ont inscrit les membres de leur famille sur la liste et accepté des pots-de-vin. Au-delà de cette méfiance envers les chefs, certaines personnes mentionnent qu'il serait possible pour des membres de la communauté d'être inclus sur des listes par le simple fait d'avoir des parents qui connaissent les des personnes haut-placées.

Les communautés suivent de très près les décisions prises par les organisations humanitaires. Un bénéficiaire interrogé a déclaré : « la manière dont [l'organisation] attribue le quota ne reflète pas la réalité. Le nombre de bénéficiaires est inférieur au nombre de personnes ayant réellement besoin d'être aidées. » Plusieurs autres ont évoqué la nécessité d'augmenter le nombre de bénéficiaires. Ils ont également indiqué que lorsque la sélection était effectuée via une base de données pré-existante, il y avait un risque que les personnes non enregistrées n'y figurent pas et ne soient donc pas enregistrés.

Pensez-vous que les leaders communautaires partagent avec vous les informations nécessaires sur les activités humanitaires ?



La communication autour du ciblage est source de tensions

Plusieurs canaux ont été utilisés pour informer les bénéficiaires de leur sélection. Dans certains cas, les chefs de communauté ont été chargés de les informer directement. Les personnes déplacées internes (PDI) vivant dans les sites ont été prévenues par les gestionnaires de site. Dans d'autres cas, la sélection était connue de tous, par exemple lorsque les organisations humanitaires ont publié des listes de noms ou fait une annonce publique.

Même quand l'information a été communiquée en privé, les voisins ou les proches ont pu la découvrir. Une personne interrogée à Bangui raconte : « Ils sont au courant, il n'y a rien de secret quand [une organisation] mène des activités dans une zone. Cela attire l'attention des curieux qui vont se renseigner. »

Les bénéficiaires ont indiqué que certains voisins étaient heureux pour eux, tandis que d'autres non. Les bénéficiaires et les non-bénéficiaires semblent partager les mêmes sentiments d'injustice par rapport au processus de sélection. Plusieurs personnes ont constaté de la jalousie et du mécontentement parmi les membres de la communauté. Certaines personnes, en particulier des femmes, ont déclaré se sentir parfois menacées par la jalousie de leurs voisins. De nombreux PDI ont évoqué leurs sentiments d'insécurité ; d'autres ont décidé de rester discrets à propos de l'aide qu'ils ont reçue.

Certaines personnes interrogées ont eu l'impression que la sélection a créé une forme de concurrence entre les membres de la communauté comme s'il s'agissait d'un simple jeu : « Le processus ressemblait à une loterie. Si votre nom est là, vous êtes sauvé. Sinon, tant pis pour vous. Mais c'est choquant quand vous espérez et pensez que vous devriez [être sélectionné] et que vous êtes laissé de côté. Cela empêche de se réjouir pour ceux qui sont heureux que leur nom figure sur la liste. »



[Le processus de sélection devrait être transparent afin de limiter toute suspicion à l'encontre des chefs de quartiers.v

- Femme, communauté hôte, Kaga Bandoro

Risques de protection

- Lors de la sélection des bénéficiaires, les organisations délivrant l'aide ne respectent pas toujours la confidentialité. Par conséquent, de nombreuses personnes risquent d'être stigmatisées par leurs voisins et peuvent même se sentir en insécurité. Beaucoup d'entre eux ont donc décidé de rester discrets quant au fait qu'ils bénéficient d'une aide.
- Une communication insuffisante sur le ciblage peut induire des perceptions négatives envers les bénéficiaires d'assistance monétaire et les personnes chargées de la sélection (par exemple les chefs de communauté). Lorsqu'il y a des suspicions de corruption ou de népotisme autour des processus de ciblage, les bénéficiaires peuvent être perçus comme complices.
- Si l'on vient en aide uniquement aux PDI qui ont été accueillies par une communauté hôte, celles-ci risquent de subir la jalousie ou les représailles des membres de cette communauté. À l'inverse, si des PDI sont sélectionnées au même titre que des membres de la communauté hôte, l'ensemble de la population apprécie ce choix.

¹² Pourtant, au niveau national, les chefs de communautés sont la source de confiance préférée des membres pour recevoir de l'information (par exemple, selon le MSNA 2021, 59% ont cette préférence).

2. Distribution

Calendrier

Les personnes interrogées disent « perdre espoir » en raison du délai qui s'écoule entre la sélection et la première distribution. Un bénéficiaire a indiqué que la distribution a eu lieu après trois mois d'attente. Des distributions irrégulières ont également posé problème aux bénéficiaires qui essaient de rationner l'aide qu'ils reçoivent et de planifier leur avenir.

Se rendre aux distributions

La plupart des personnes interrogées trouvent que les informations relatives aux distributions ont été communiquées clairement. Elles déclarent savoir en avance où et quand aurait lieu la distribution. Les bénéficiaires de transferts d'argent mobile apprécient la notification de distribution par SMS ; cette méthode de communication confidentielle leur permet de mieux s'organiser.

En revanche, l'accès aux sites de distribution est difficile. Les personnes interrogées ont évoqué de longues distances à parcourir et l'insécurité sur le chemin, particulièrement sur les routes plus fréquentées de Bangui.

Plusieurs femmes ont fait part d'obstacles pour accéder aux distributions. C'est le cas de femmes seules en charge de leur foyer, disposant de peu de solutions pour faire garder leurs enfants. Les mères de jeunes enfants se sont inquiétées pour eux pendant qu'elles devaient s'absenter.

Au site de distribution

Les personnes interrogées ont rencontré plusieurs difficultés aux sites de distribution. Elles ont quasiment toutes signalé des retards les obligeant parfois à passer toute la journée à attendre, même sous une chaleur intense ou sous la pluie battante. Souvent, il s'agissait d'un manque de planification : tous les bénéficiaires étaient convoqués sur un seul site de distribution en même temps. Certains d'entre eux ont dû attendre plusieurs jours avant de recevoir l'aide. Un bénéficiaire de transfert d'argent mobile a rapporté que certaines personnes ont soudoyé les agents pour passer la file d'attente.



Illustration basée sur des entretiens menés par GTS. Didier Kassai, 2021

Parmi les personnes interrogées qui ont signalé des conditions de distribution difficiles, plusieurs ont vécu cette expérience comme un manque de respect. Elles ont décrit un processus « douloureux » et ajouté que : « La distribution d'aide ne devrait pas contribuer à la souffrance des populations. »



Je prie [les organisations humanitaires] de bien vouloir être rigoureuses dans le respect des intervalles de livraison de l'aide.

- Homme, retourné, Kaga Bandoro



Nous parcourons de longues distances le ventre affamé.

- Femme, retournée, Bambari



Mes enfants sont déjà assez grands, je n'ai pas besoin [que quelqu'un s'occupe d'eux]. Mais si ce n'était pas le cas, je n'en aurais pas les moyens.

- Femme, PDI, Bangui



Du fait que l'ONG reçoive en masse tous les quartiers sélectionnés, je trouve très peinant le fait d'attendre debout sous le soleil ou la pluie même pas sur une assise quelconque pendant 6 à 7 heures pour être servi à la fin.

- Homme, retourné, Bambari

Malgré le fait que 82 % des bénéficiaires d'assistance monétaire se sentent respectés par les humanitaires, nos données qualitatives nous montrent que le respect a de multiples facettes, qui vont au-delà des interactions entre le personnel humanitaire et les bénéficiaires.

Êtes-vous traité avec respect par ceux qui fournissent l'aide ?



Vous sentez-vous en sécurité quand vous accédez à l'assistance humanitaire ?



Les bénéficiaires affirment se sentir en sécurité lorsque les distributions sont bien organisées et que des mesures de sécurité sont prises. Ces mesures incluent notamment la mise en place de distributions alternées, surveillées par des jeunes (supervisés par les chefs de communauté), et l'aménagement d'un parcours clair pour guider les bénéficiaires tout au long du processus. « Tout était bien organisé. [L'organisation] a placé son personnel pour surveiller tout le processus et orienter les bénéficiaires en cas de problème. Quand on vous appelle, vous entrez dans la zone de distribution sécurisée. Vous recevez vos coupons et votre nom est coché sur la liste. »

La bonne organisation décrite ci-dessus n'est pas appliquée sur tous les sites de distribution. Les bénéficiaires ont remarqué un manque d'agents de sécurité et certains sites n'étaient ni fermés ni sécurisés. Les bénéficiaires de transferts d'argent mobile se sentent particulièrement exposés au risque de vol après avoir retiré de l'argent.

Le contexte général de sécurité influe également sur le sentiment de sécurité des bénéficiaires. Même si, au moment de l'entretien, les personnes vivant à Kaga Bandoro et Bambari ont constaté une amélioration globale des conditions de sécurité en ce qui concerne la présence de porteurs d'arme, ils ont évoqué des risques de violence physique. Les personnes interrogées à Bangui ont évoqué des lieux surpeuplés, le vol et l'insécurité sur les routes. Les personnes âgées étaient davantage préoccupées par ces risques. Plusieurs d'entre elles ont signalé le risque d'être racketté par des bandits.

Les bénéficiaires ont parfois dû faire face à des difficultés liées à l'assistance reçue comme la perte ou la mauvaise gestion de coupons ou des problèmes techniques avec les transferts d'argent mobile (problèmes de connexion aux points de retrait, comptes vides après réception de la notification de transfert par SMS).

Des mesures pour accroître l'accès en donnant la priorité à certains groupes telles que les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap se sont révélées bénéfiques. Les personnes interrogées ont également souligné que la présence de personnel ou de chefs de communautés facilitait la distribution. Ces derniers pouvaient contribuer à identifier les bénéficiaires lorsque le personnel avait des doutes sur une pièce d'identité et aider les bénéficiaires à compter les sommes perçues.



Je les prie [les organisations humanitaires] de bien vouloir être ponctuel par rapport aux heures de rendez-vous, sinon nous pouvons considérer leur retard chronique comme un manque de respect à notre égard ou une simple négligence.

- Homme, retourné, Kaga Bandoro



Il est important de sécuriser le périmètre de l'aire de distribution afin de nous mettre à l'abri.

- Femme, retournée, Bambari



Je demande à l'ONG d'organiser l'accès à l'aide de sorte qu'elle se fasse dans la dignité et le respect de tous. Les bousculades défavorisent le plus certaines catégories des bénéficiaires.

- Femme, PDI, Bangui-Bimbo

Risques de protection

- Une irrégularité ou des retards dans les distributions peuvent mettre les bénéficiaires en difficulté et les empêcher de se projeter.
- Des distributions désorganisées et non sécurisées peuvent accroître l'impression chez les bénéficiaires que leur sécurité personnelle est menacée et augmenter le risque qu'ils soient victimes de vols ou de violence.
- Le sentiment de sécurité de la population est lié au contexte sécuritaire global, par exemple l'insécurité sur les routes dans les zones urbaines ou la présence de groupes armés.
- Les femmes et les chefs de foyer seuls rencontrent des obstacles pour se rendre aux sites de distribution, notamment le manque de solutions pour faire garder leurs enfants.
- Tous les bénéficiaires interrogés rencontrent les mêmes difficultés : les longues attentes dans des conditions difficiles et la distance à parcourir jusqu'aux sites de distribution. Par conséquent, ils peuvent avoir l'impression que les humanitaires ne les respectent pas et que l'aide ne garantit pas leur dignité.

3. Utilisation

Pour la plupart des bénéficiaires, la prise de décisions quant à la manière d'utiliser l'assistance monétaire n'a posé aucun problème. Certaines personnes interrogées ont pris ces décisions avec leurs conjoints, enfants, ou d'autres membres de leur foyer. D'autres ont décidé seuls.

Qu'ils aient reçu une assistance en espèces ou en coupons, les bénéficiaires l'ont principalement utilisée pour acheter de la nourriture et varier leur alimentation. Beaucoup parlent d'investir dans l'éducation de leurs enfants ou dans des activités génératrices de revenus.

La situation est plus complexe pour les bénéficiaires de coupons qui sont confrontés à plusieurs difficultés lorsqu'ils achètent des denrées alimentaires chez les commerçants désignés. La principale difficulté concerne le prix de vente des produits. Les témoignages évoquent des pratiques abusives, notamment le fait de vendre plus cher un produit s'il est acheté avec un coupon plutôt qu'en liquide. Quel que soit leur statut de déplacement, leur genre ou leur lieu de résidence, tous les bénéficiaires interrogés rencontrent ce problème.

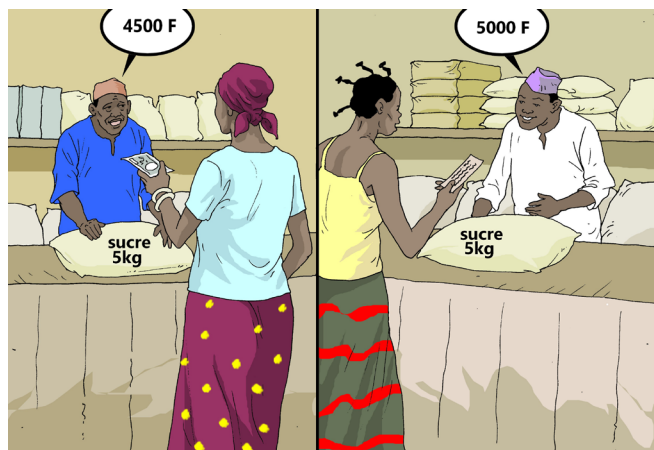


Illustration basée sur des entretiens menés par GTS. Didier Kassai, 2021

Par ailleurs, les bénéficiaires se sont plaints des temps d'attente dans les magasins, d'un manque de respect de la part de certains commerçants, et de produits de piètre qualité (denrées avariées). Plusieurs d'entre eux ont constaté une absence de suivi et de surveillance des commerçants.

Certaines personnes rapportent avoir vendu des coupons, et ce même s'ils y perdaient au change. Leurs principales motivations étaient le besoin d'acheter des produits non disponibles chez les commerçants désignés (par exemple des médicaments), ou celui d'investir dans des activités génératrices de revenus comme le jardinage ou les petites entreprises.

D'autres, principalement les bénéficiaires ayant une famille nombreuse, indiquent ne pas pouvoir transporter les produits achetés jusqu'à chez eux.

Risques de protection

- Les bénéficiaires de coupons sont exposés à des risques de protection spécifiques. L'obligation de transporter les produits achetés jusqu'à leur foyer peut désavantager certains bénéficiaires, par exemple ceux en charge d'une famille nombreuse.
- Le manque de redevabilité des commerçants après la distribution des coupons peut poser plusieurs problèmes d'accès à l'aide. Des prix plus élevés et des produits avariés peuvent limiter l'accès des bénéficiaires à une aide de qualité. La durée de l'attente pénalise ceux qui travaillent (en leur faisant perdre des revenus), ainsi que ceux qui prennent soin d'autres membres de leur foyer.



Les prix des marchandises sont chers et ne nous donnent pas la possibilité d'acquiescer ce dont nous avons besoin pour mieux vivre.

- Femme, PDI, Kaga Bandoro



Nous qui sommes affectés par la crise, nous méritons aussi d'être traité avec respect et dignité. Donc [les organisations humanitaires] doivent être vigilantes sur la moralité des fournisseurs avec qui ils contractent.

- Homme, PDI, Bambari

4. Impact

De manière générale, les personnes interrogées ont une bonne opinion de l'assistance en espèces ou en coupons lorsque celle-ci est dispensée de manière régulière. Les bénéficiaires d'assistance monétaire ont apprécié la liberté de pouvoir choisir les produits achetés. Cela a atténué leur sentiment de dépendance. Pour les bénéficiaires d'espèces, la possibilité d'utiliser l'aide pour investir dans des activités génératrices de revenus a fortement contribué à ce sentiment d'autonomie.

Les personnes interrogées ont constaté une amélioration de leur quotidien ; ils ont pu manger plus régulièrement. Il reste cependant primordial de noter que l'aide ne répond pas aux besoins primaires des populations. Seuls 19 % des répondants de notre enquête quantitative ont déclaré que l'aide a répondu à leurs besoins essentiels. Cette proportion est néanmoins plus élevée que chez les bénéficiaires d'autres formes d'aide (11%).

L'aide que vous recevez actuellement couvre-t-elle vos besoins essentiels ?



Des réductions imprévues du montant de l'aide distribuée ont posé problème aux bénéficiaires d'espèces. Beaucoup n'ont pas compris pourquoi le montant diminuait au fil des distributions.

Certains bénéficiaires de coupons ont également signalé que des acteurs humanitaires désignaient les coupons comme « de l'argent ». Ils ont fait part de leur désaccord concernant cette appellation, avançant le manque de liberté de choisir les produits qu'ils achètent et dénonçant les prix élevés fixés par les commerçants.

Les bénéficiaires ont constaté des changements complexes dans leurs relations de voisinage. Ils ont veillé à ne pas changer leur comportement vis-à-vis des autres, par respect pour ceux qui n'avaient pas reçu d'aide, persuadés que tout changement de comportement serait « malvenu ».

D'autres bénéficiaires ont signalé des modifications plus marquées dans leurs relations. Une personne interrogée à Bangui a constaté que ses rapports avec les autres membres de la communauté s'étaient dégradés : « Ceux qui n'ont pas reçu d'aide ne veulent aucun contact avec nous, par rancune. Cette situation a modifié nos relations. » Ces expériences concordent avec les ouvrages traitant des risques de protection pour les bénéficiaires d'assistance monétaire. Ces ouvrages expliquent que le sentiment de dignité ressenti par les bénéficiaires peut parfois s'accompagner d'une stigmatisation par l'entourage.¹³ Cela est d'autant plus vrai pour les bénéficiaires d'espèces. Ces derniers ont constaté faire l'objet d'encre plus de jalousie et de stigmatisation.

Des témoignages font état de protestations contre la distribution d'assistance monétaire. Ces contestations seraient liées à la frustration et au mécontentement de certains membres de la communauté de ne pas être sélectionnés. D'autres bénéficiaires ont indiqué que le programme d'assistance monétaire a contribué à diviser la communauté.

Même s'ils restent rares, des changements dans la dynamique familiale ont également été constatés. Une femme interrogée a indiqué que la famille de son mari est venue chez elle la questionner afin de comprendre pourquoi elle avait été



L'éradication d'absence de nourriture au foyer un changement vécu par tous les membres de la famille.

- Femme, PDI, Bangui-Bimbo



Je me sens autonome, je peux prendre des décisions importantes.

- Homme, PDI, Bambari



Je suis stigmatisé par mes voisins parce que je bénéficie d'aide humanitaire.

- Homme, PDI, Bangui-Bimbo



Je prie les organisations de bien faire leurs ciblage et de fournir de l'aide qui ne va pas diviser la communauté ni d'attiser la haine de l'un contre l'autre.

- Femme, retournée, Bambari

¹³ Berg, Michelle, et Louisa Seferis. 2015. "Protection Outcomes in Cash Based Interventions: A Literature Review.

choisie plutôt que son mari. Sa belle-famille a profité de l'absence de son mari pour essayer de la contraindre à partager avec eux les sommes perçues.

Malgré les résultats de l'enquête indiquant que les bénéficiaires d'assistance monétaire se sentent plus résilients par rapport à ceux bénéficiant d'autres formes d'aide,¹⁴ les personnes interrogées étaient inquiètes pour l'avenir et se sentaient dépendantes.

Certaines se demandaient comment elles financeraient les études de leurs enfants et si l'aide dont elles bénéficient serait encore distribuée à l'avenir.

Ces résultats démontrent qu'il faut communiquer clairement, respecter les calendriers de distribution, instaurer des stratégies de sortie et travailler avec des acteurs étatiques et de développement pour permettre aux bénéficiaires de se projeter et favoriser du cash à usages multiples qui permettent une couverture des besoins étendue et une liberté de choix accrue.



Illustration basée sur des entretiens menés par GTS. Didier Kassai, 2021



Si jamais l'aide n'était plus fournie, que deviendrons nous ?

- Homme, PDI, Kaga Bandoro

Risques de protection

- Les programmes d'assistance monétaire ciblant un nombre limité de bénéficiaires peuvent avoir un impact négatif sur les relations au sein d'une communauté, créant des divisions et des tensions qui pourraient s'intensifier ou engendrer des problèmes durables. Parmi les points négatifs évoqués, on note la sensation - partagée par plusieurs bénéficiaires - que la sélection est effectuée sous forme de « loterie » qui met en concurrence des personnes vivant dans des conditions précaires.
- Un manque de communication claire empêche les bénéficiaires de se projeter et de planifier leur quotidien.

5. Retours d'information et communication

La redevabilité, fondée sur la communication continue et les retours d'information, est un principe clé qui permette d'intégrer la protection dans l'aide humanitaire. Même si ce rapport les aborde en dernier, la communication avec les populations affectées et le recueil de leurs avis ne doivent pas être considérés comme la dernière phase de l'aide, mais comme des parties intégrantes de chacune des quatre phases précédemment exposées.

Seuls 31 % des répondants à l'enquête ont indiqué savoir comment suggérer des améliorations ou déposer une plainte. Les femmes étaient moins susceptibles de le savoir que les hommes. Les réponses recueillies lors des entretiens confirment ces données.

Savez-vous comment faire des suggestions ou vous plaindre des services humanitaires auprès de ceux qui fournissent l'aide ?

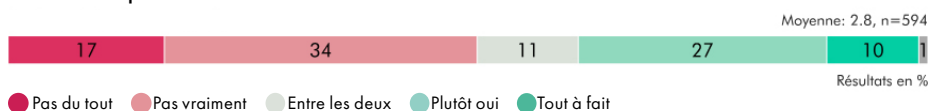


¹⁴ Malgré le fait que les répondants se montrent globalement négatifs à propos des questions suivantes, les bénéficiaires d'assistance monétaire trouvent que cette aide répond mieux à leurs besoins essentiels : ils pensent qu'elle contribue à améliorer leurs conditions de vie et les rend plus résilients par rapport à ceux qui reçoivent d'autres formes d'assistance.

Certaines personnes qui connaissaient les mécanismes de retours (par exemple les boîtes à suggestions) ont eu du mal à les utiliser ou n'ont jamais reçu de réponse à leur question ou leur plainte.

Peu de bénéficiaires d'assistance monétaire pensent que les membres de leur communauté signaleraient les éventuels abus ou mauvais traitements par le personnel humanitaire. Les organisations humanitaires devraient repenser le système de dépôt de plaintes, y compris les informations diffusées aux bénéficiaires, et éliminer les obstacles auxquels sont confrontés les plaignants.

Pensez-vous que vos points de vue sont pris en compte par les fournisseurs d'aide au sujet de l'assistance que vous recevez ?



Dans l'ensemble, les personnes interrogées lors de notre enquête et nos entretiens ont déclaré être bien informées sur l'aide (elles savaient où et quand auraient lieu les distributions). Beaucoup d'entre elles se plaignaient toutefois du manque de communication directe entre les organisations et les bénéficiaires. Les rencontres avec les organisations humanitaires se limitent pour l'instant aux distributions ou aux séances de sensibilisation sur l'utilisation de l'assistance, mais les bénéficiaires souhaitent avoir plus d'opportunités de communiquer directement avec les organisations humanitaires.



Illustration basée sur des entretiens menés par GTS. Didier Kassai, 2021

Avez-vous le sentiment d'être informé au sujet de l'aide/services que vous pouvez recevoir ?



N'ayant pas connaissance des mécanismes de retours d'information et de plaintes, certaines personnes ont cherché à entrer en contact avec les organisations humanitaires en se plaignant aux chefs de communauté. Ces bénéficiaires dénonçaient un processus de sélection peu clair et des hausses de prix injustifiées pratiquées par certains commerçants. Sans pouvoir accéder aux systèmes de plainte officiels, les personnes interrogées ne pouvaient pas savoir si leurs plaintes étaient réellement transmises à l'organisation destinataire.

Risques de protection

- Les bénéficiaires ne savent pas comment faire part de leurs avis ou accéder aux mécanismes de plainte. Ceux qui déposent un avis ou une réclamation ne reçoivent pas toujours une réponse. Les retours d'expérience des bénéficiaires ne parviennent pas jusqu'aux organisations humanitaires ou ne conduisent pas à des changements significatifs.
- Certaines personnes se plaignent du manque de communication directe entre les organisations et les bénéficiaires.



On se plaint, mais qui nous écoute ? Comme il n'y a pas eu de changement dans leur pratique cela sous-entend qu'aucune mesure corrective n'a été prise. Même les requêtes relatives aux problèmes techniques rencontrés n'ont trouvé aucune réponse satisfaisante.

- Homme, communauté hôte, Bangui-Bimbo



Il ne faut plus limiter les communications autour de projets seulement au niveau des chefs des quartiers. Il est aisé d'étendre cette communication au niveau des bénéficiaires pour une bonne appropriation afin de mitiger les cas des fraudes pendant les sélections.

- Homme, communauté hôte, Bangui-Bimbo

Prochaines étapes

Grâce aux études quantitatives et qualitatives menées auprès des bénéficiaires d'assistance monétaire, nous avons recueilli des indications importantes sur les expériences vécues par les bénéficiaires, leurs perceptions de l'aide, et des risques de protection auxquels ils sont confrontés. Les personnes interrogées ont identifié plusieurs risques et problématiques liées au partage des informations (comment et avec qui), à la sélection des bénéficiaires, l'accès à l'assistance monétaire, la connaissance des mécanismes de redevabilité, les impacts de l'assistance sur les dynamiques communautaires, ainsi que les problématiques liées à la sécurité.

Ces résultats pourront être utilisés pour améliorer les programmes d'assistance monétaire, revoir les mesures d'atténuation des risques déjà en place et identifier les enjeux nécessitant des efforts collectifs. GTS animera des ateliers avec le Groupe de Travail sur les Transferts Monétaires (GT Cash) et les partenaires humanitaires afin de planifier des actions basées sur les expériences et préoccupations des bénéficiaires. Grâce à des échanges approfondis avec les coordinateurs et les acteurs opérationnels des différents programmes d'assistance monétaire en RCA, nous pourrions mieux comprendre les difficultés liées à l'implémentation de programmes d'assistance monétaire en RCA qui pourraient être à la source des risques de protection identifiés dans ce rapport.

Ces échanges constitueront un cadre permettant aux acteurs d'identifier les besoins tout au long du cycle de programmation et de renforcer la démarche globale de réduction des risques. Ces séances auront également pour objectif de définir les changements à mettre en place au sein des programmes pour minimiser les risques de protection, que ce soit au niveau de l'organisation, de la coordination, des bailleurs, ou de la stratégie pays. Cela permettra ensuite au CWG de déterminer les problématiques de protection les plus difficiles à résoudre à court terme, et nécessiteront un soutien stratégique ou un plaidoyer pour aboutir à de véritables changements.

Méthodologie

Étude quantitative

Au cours du troisième volet de nos enquêtes quantitatives de perceptions en RCA, nous avons interrogé 2 612 bénéficiaires dans cinq sous-préfectures – Alindao, Bangui, Bambari, Berbérati, et Kaga Bandoro – afin de recueillir leurs opinions concernant leurs relations avec les organisations humanitaires, la qualité de l'aide reçue, la résilience, l'information et la communication et la protection. Ces enquêtes anonymes ont été menées en face à face par des énumérateurs formés, sur la base d'un questionnaire standardisé, entre mars et août 2021.

922 personnes (35 % des répondants) ont déclaré avoir reçu une assistance monétaire de manière directe ou indirecte au cours des six derniers mois. Certaines données ont été retenues pour permettre la triangulation des informations recueillies au cours des entretiens qualitatifs.

Les résultats des enquêtes de perceptions sont exposés de manière exhaustive et détaillée dans un rapport séparé qui sera disponible sur [notre site](#).

Échantillonnage

La stratégie d'échantillonnage englobe les populations ciblées par le Plan de Réponse Humanitaire 2021 de la République Centrafricaine (RCA). Nous avons sélectionné les sous-préfectures d'Alindao (Basse-Kotto), Bambari (Ouaka), Bangui (Bangui), Berbérati (Mambéré-Kadei), et Kaga Bandoro (Nana-Grébizi) selon les critères suivants : 1) le niveau d'aide humanitaire (nombre d'acteurs humanitaires sur le terrain) ; 2) la taille de la population affectée (retournés, PDI, communautés hôtes) ; 3) l'accès aux sites abritant la population affectée (risques sécuritaires et logistiques).

Les échantillons étudiés comprenaient 500 personnes par préfecture. Les groupes ciblés par cette enquête sont les suivants : les personnes « retournées » (rentrées chez elles de RCA et de l'étranger), les personnes déplacées internes (PDI), et les membres des communautés hôtes recevant une aide humanitaire. Pour chaque sous-préfecture, l'échantillon a été stratifié proportionnellement au nombre de personnes affectées dans chaque catégorie de population. Lors de cette stratification, un seuil maximum de 20 % a été fixé pour la communauté hôte. Ce seuil a été appliqué à toutes les sous-préfectures.

Étant donné le contexte sécuritaire et les déplacements massifs de populations dans ces zones, nous avons finalisé la sélection des sites en consultation avec les acteurs humanitaires sur le terrain. Les sites ont été sélectionnés de façon arbitraire ou aléatoire, en fonction du contexte local (déplacements de populations, risques sécuritaires, assistance humanitaire homogène) ; cela explique les irrégularités d'une sous-préfecture à une autre en matière de choix des sites.

L'échantillon est composé d'adultes de plus de 18 ans, ayant reçu une aide humanitaire au cours des six derniers mois. Les enquêteurs ont cherché à obtenir autant de réponses provenant d'hommes que de femmes.

Les données ont été recueillies entre mars et août 2021. L'enquête - disponible en anglais et en français - a été menée en utilisant des tablettes et des smartphones. Le questionnaire en français a été traduit en sango sur place par les enquêteurs.

Échantillon

Total : 922 personnes

Sous-préfectures

Alindao : 126 (14 %)
Kaga Bandoro : 274 (30 %)
Bambari : 156 (17 %)
Bangui : 217 (23 %)
Berbérati : 149 (16 %)

Genre

Femmes : 561 (61 %)
Hommes : 361 (39 %)

Statut

Retournés : 364 (40 %)
PDI hors sites : 198 (21 %)
Communauté hôte : 158 (17 %)
PDI sur sites : 200 (22 %)

Âge

18–30 : 249 (27 %)
31–50 : 471 (51 %)
51–100 : 201 (22 %)

Handicap

Sans handicap : 810 (88 %)
En situation de handicap : 112 (12 %)

Analyse probabiliste

Certains résultats exposés dans ce rapport sont basés sur des modèles d'indices probabilistes. Ces résultats indiquent la probabilité qu'un membre d'un groupe (dans le cas présent, des bénéficiaires d'assistance monétaire) enregistre un score plus élevé pour un indicateur donné, par rapport à un membre d'un autre groupe (des bénéficiaires n'ayant pas reçu d'assistance monétaire). Ces modèles tiennent compte du statut, du genre, de l'âge, et du lieu de résidence.

Indicateur	Différence significative entre les bénéficiaires d'assistance monétaire et non monétaire	Indice probabiliste (probabilité d'enregistrer un score plus élevé) ^w
Pertinence de l'aide	Oui	0,59
Équité	Oui	0,65
Conditions de vie	Oui	0,58
Participation	Oui	0,58
Résilience	Oui	0,56
Respect des délais	Oui	0,65
Partage d'information par les chefs	Oui	0,45
Signalement des abus	Oui	0,38
Information	Non	-
Respect	Non	-
Accès sécurisé à l'aide	Non	-
Sécurité quotidienne	Non	-

Limites

Sécurité : L'instabilité sécuritaire en République Centrafricaine a affecté notre capacité à échanger avec les bénéficiaires d'aide. Les sites classés « rouges » par les acteurs humanitaires ont été exclus de l'échantillon final, et nous avons dû ajuster le calendrier de collecte des données en fonction de la situation sécuritaire.

Traduction du questionnaire : Le fait que le sango soit une langue orale et non une langue écrite a entraîné un certain nombre de difficultés. Nous avons fourni le questionnaire aux énumérateurs en français, qui l'ont ensuite interprété sur place en sango. Lors de la formation des énumérateurs, nous avons insisté sur le sens de chaque question. Néanmoins, nous ne sommes pas en mesure de vérifier que toutes les questions ont été traduites de manière identique à chaque fois.

Perceptions des adultes uniquement : Nos enquêtes ont été menées auprès d'adultes parce que le contenu du questionnaire s'adressait aux chefs de ménage et portait sur l'assistance globale reçue, les relations avec les acteurs humanitaires, et les mécanismes de gestion des plaintes/suggestions. Mener une enquête auprès des jeunes nécessite des compétences spécifiques dont nous ne disposons pas afin de garantir la protection de l'enfant interrogé et de ses proches.

Données sur les perceptions : GTS collecte des données sur les perceptions des bénéficiaires afin d'évaluer la réponse humanitaire à travers le prisme de leurs opinions. Alors que les principes de redevabilité et de participation communautaire s'intègrent de plus en plus dans le cycle de programme humanitaire, les voix des personnes bénéficiant de l'aide sont rarement entendues. Recueillir des données sur les perceptions des populations affectées devrait donc faire partie d'une évolution systémique de la réponse apportée par les organisations humanitaires. C'est un premier pas essentiel vers une plus grande participation des personnes touchées dans le processus décisionnel humanitaire. Néanmoins, il est évident que les données sur les perceptions ne suffisent pas à elles seules à évaluer l'état du système humanitaire. Ainsi, elles ne doivent pas être interprétées de manière isolée, mais utilisées en complément d'autres approches d'évaluation et de suivi des données.

Étude quantitative

Objectif

Ce rapport a pour objectif d'identifier les risques de protection lors des différentes phases d'aide à partir des perceptions des bénéficiaires, et de déterminer comment les atténuer. Nous utiliserons les résultats obtenus pour dialoguer avec les acteurs humanitaires afin d'améliorer la programmation de l'assistance monétaire (développement de projets, adaptation, planification stratégique) et de réduire les risques de protection pour les bénéficiaires d'aide.

Nous avons employé une approche qualitative pour enquêter de manière approfondie sur les expériences complexes vécues par les bénéficiaires d'assistance monétaire. La recherche qualitative ne se veut pas représentative, elle vise à comprendre un phénomène. Comme la définition fondamentale de la protection englobe l'atténuation de tout effet négatif involontaire, cette méthode permet aux bénéficiaires de décrire leur vision, exprimant avec leurs propres mots des problèmes que nous n'avions pas identifiés.

Questions de recherche

1. Quelles sont les expériences des bénéficiaires tout au long du processus d'attribution d'assistance monétaire, de leur sélection jusqu'à l'utilisation de l'assistance reçue ?
 - Quels sont les points de friction ?
 - Quelles étapes semblent bien fonctionner ?
 - Quels sont les défis spécifiques du processus ?
 - Quelles sont les impressions des bénéficiaires sur le processus ?
 - Est-ce que les risques perçus sont différents selon le genre ou la situation du bénéficiaire ?
2. Quels risques de protection perçoivent-ils lorsqu'ils bénéficient de l'assistance monétaire ?
 - Est-ce que ces risques apparaissent à des moments précis du processus ?

Toutes les questions de recherche ont été explorées lors d'entretiens semi-directifs avec des bénéficiaires d'assistance monétaire. Les personnes interrogées ont pu réfléchir objectivement sur leurs expériences, perceptions et recommandations. Le guide d'entretien a été élaboré en partenariat avec les membres du Groupe de Travail sur le Cash (GT Cash).

- Quels sont les facteurs qui font croire aux bénéficiaires que ces moments spécifiques impliquent des risques ?
 - Selon les bénéficiaires, comment est-ce que les acteurs humanitaires pourraient atténuer ces risques ?
3. Est-ce que les bénéficiaires ont vécu ou entendu parler de situations dangereuses ou désagréables directement liées à l'assistance monétaire ? Lesquelles ?
- Ces menaces sont-elles plus fréquentes à certaines étapes du processus ?
 - Selon les bénéficiaires, comment est-ce que les acteurs humanitaires pourraient atténuer ces risques ?

Échantillonnage

La stratégie d'échantillonnage s'est basée sur des profils d'individus selon des critères de sélection établis avec les membres du GT Cash et d'autres partenaires, sur la base des questions de recherche. Au total, 24 bénéficiaires ont été reçus en entretien. Voici l'échantillon final :

Nb.	Sous-préfecture	Genre	Modalité	Statut
1	Bangui-Bimbo	Femme	Coupon	Communauté hôte
2	Bangui-Bimbo	Femme	Coupon	PDI
3	Bangui-Bimbo	Femme	Espèces	Retournée
4	Bangui-Bimbo	Femme	Espèces	PDI
5	Bangui-Bimbo	Homme	Coupon	PDI
6	Bangui-Bimbo	Homme	Coupon	Communauté hôte
7	Bangui-Bimbo	Homme	Espèces	Communauté hôte
8	Bangui-Bimbo	Homme	Espèces	Communauté hôte
9	Kaga Bandoro	Femme	Coupon	PDI
10	Kaga Bandoro	Femme	Coupon	PDI
11	Kaga Bandoro	Femme	Espèces	Communauté hôte
12	Kaga Bandoro	Femme	Espèces	Retournée
13	Kaga Bandoro	Homme	Coupon	PDI
14	Kaga Bandoro	Homme	Coupon	PDI
15	Kaga Bandoro	Homme	Espèces	Retourné
16	Kaga Bandoro	Homme	Espèces	Retourné
17	Bambari	Femme	Coupon	PDI
18	Bambari	Femme	Coupon	Retournée
19	Bambari	Femme	Espèces	PDI
20	Bambari	Femme	Espèces	Retournée
21	Bambari	Homme	Coupon	PDI
22	Bambari	Homme	Coupon	Retourné
23	Bambari	Homme	Espèces	PDI
24	Bambari	Homme	Espèces	PDI

Notre échantillonnage prévoyait une représentation égale par genre, statut/ groupe, situation géographique et modalité d'aide. L'objectif était d'interroger des bénéficiaires destinataires d'aides mises en place par différentes organisations. Les sous-préfectures cibles (Bangui-Bimbo, Bambari, et Kaga Bandoro) ont été sélectionnées en fonction des priorités de la réponse humanitaire et des programmes menés par des organisations partenaires. Elles font partie des cinq sous-préfectures les plus souvent ciblées par des programmes d'assistance monétaire en RCA.

Entretiens

Les participants aux entretiens ont été identifiés par les consultants GTS sur place, en collaboration avec les autorités locales et conformément aux critères d'échantillonnage. Les entretiens ont été menés par des consultants GTS, sur la base d'un guide disponible en français et en sango. Ils ont duré 30 à 60 minutes et ont été enregistrés pour permettre leurs transcription et traduction du sango vers le français.

Les personnes interrogées sont restées anonymes. Leur consentement éclairé a été sollicité avant et après l'enregistrement.

Analyse

Les transcriptions d'entretiens ont été classées avec le logiciel d'analyse qualitative MaxQDA, en adoptant une démarche à la fois inductive et déductive. Les transcriptions ont systématiquement été classées et organisées par thèmes.

Une session d'analyse conjointe s'est tenue avec les membres du CWG. Au cours de cette session, une sélection de cinq transcriptions a été examinée sur la base des questions suivantes : quels aspects positifs ont été évoqués ? Quels aspects négatifs ont été évoqués ? Est-ce que des risques de protection ont été évoqués ? Quelles recommandations ont été faites aux humanitaires pour répondre à certaines de ces problématiques ?

Limites

Malgré le fait qu'une approche qualitative présente de nombreux avantages, notre étude comporte des limites. Tout d'abord, notre échantillon n'est pas aléatoire, ce qui permet difficilement d'affirmer que nos résultats représentent tous les bénéficiaires d'assistance monétaire en tenant compte de leurs genres, statuts migratoires ou les types d'aide dont ils bénéficient. Cela ne signifie pas que nos résultats sont circonstanciels, mais que seules les catégories conceptuelles prédéfinies ont atteint la saturation. Par exemple, la proportion plus élevée de personnes âgées dans notre échantillon a potentiellement influencé les résultats.

Il est également important de préciser que les processus de traduction et de transcription sont par définition imparfaits. Même si nous avons essayé de transcrire les réponses aussi fidèlement que possible, nous sommes conscients qu'il est difficile de traduire certains concepts.

Enfin, notre échantillon comporte des bénéficiaires de plusieurs programmes basés sur différents mécanismes et déployés dans une variété de contextes. Il est donc difficile de tenir compte de toutes ces différences. Nos résultats permettent de mettre en exergue certains aspects des programmes d'assistance monétaire à examiner (ou à réexaminer) afin d'améliorer les expériences vécues par les bénéficiaires.